

CHAPITRE II

DST contre Kroll : une guerre secrète

« Je trouve plutôt flatteur que, chez vous en France, l'on nous imagine liés à la CIA¹. »

Alden R. TAYLOR,
Business Intelligence Service,
Managing Director & Practise Head,
Kroll-O'Gara Headquater, New York.

Juillet 1990. Kroll Associates s'établit en France. Depuis Londres, le cabinet vient d'intervenir dans l'opération Louis Vuitton. La perspective de gagner d'autres clients dans l'Hexagone l'incite à installer une filiale.

David Rosenthal, soixante ans environ, traverse l'Atlantique pour séduire la France. Engagé par Jules Kroll quelques années plus tôt, il bénéficie d'une confiance totale. Point fort : son expérience de plus de trente ans dans la finance, chez

1. Rencontre avec l'auteur, été 1998, New York.

Merrill Lynch, une banque d'affaires mondialement connue et respectée. Il s'agit de ne pas effrayer les Français. De cette vénérable institution, David Rosenthal conserve pourtant une pratique dans des domaines très voisins des préoccupations quotidiennes de Kroll. Jusqu'au milieu des années 1980, au poste de directeur, il exerce une surveillance attentive des fraudes boursières et des flux d'argent sale susceptibles d'impliquer la banque à son corps défendant (ce passé pourrait expliquer les relations étroites apparues avec le temps entre Kroll et Merrill Lynch).

À la rentrée 1990, Rosenthal cherche à rencontrer des patrons. Il expédie des plaquettes à des dirigeants sélectionnés, présente les capacités de l'agence lors de petits déjeuners d'affaires dans des palaces parisiens. Une démarche commerciale classique qui vante des prestations très spéciales. Peu importe, nul n'est dupe. En petit comité, les responsables des grands groupes évoquent, sans détour, les multiples besoins en activités de renseignement.

Avec Kroll, ils ne voient pas se présenter à eux des hommes en imperméable mastic, proposant de forcer des coffres-forts, manières surannées. On leur offre les services de véritables professionnels du renseignement, exercés aux manipulations psychologiques et à l'entrisme, parfaitement intégrés au tissu économique. Des services de renseignement économique modernes et privés.

Noël approche, et la jeune filiale reçoit déjà la confiance de quelques entreprises. Les autorités ne montrent aucune hostilité particulière. Kroll Associates France se prépare un avenir radieux, semblable à celui de ses entités sœurs à l'étranger. Mais, trois mois plus tard, en mars 1991, ce développement prometteur subit un ralentissement inattendu et brutal.

L'installation, presque anodine, de la filiale française masque en réalité, selon les autorités hexagonales, d'intenses activités d'espionnage économique. En 1990 et 1991, trois affaires majeures compromettent Kroll et déclenchent une

guerre de position entre l'agence et la DST qui durera six ans.

Tout d'abord, l'arrivée de Kroll en France coïncide avec le début de la guerre du Golfe. Apparemment sans relation de cause à effet, ces deux événements se télescopent pourtant, et violemment. Un matin, des officiels constatent, hébétés, l'existence d'une enquête de Kroll sur les accointances entre la France et l'Irak. Les finances irakiennes, la guerre du Golfe et la mitoyenneté des politiques de Paris et de Bagdad de 1980 à 1990 forment le cadre de cette affaire d'État.

À la fin des années 1980, l'Irak peine à assurer son autosuffisance. Le régime dictatorial importe chaque année pour 2 milliards de dollars de produits de première nécessité. Son conflit avec l'Iran occasionne des pénuries. Bien que largement voulue et soutenue par l'Europe et l'URSS, la guerre hypothèque sa prospérité économique. En 1985, la chute du prix du baril de pétrole – son unique richesse – aggrave la situation. Les expéditions guerrières saignent les générations actives des deux nations : un million de morts et deux millions de blessés recensés lors de l'armistice en juillet 1988. Les huit années de combats frontaliers grèvent les finances irakiennes : 150 milliards de dollars d'effort de guerre, auxquels s'ajoutent 60 milliards de dollars nécessaires à la reconstruction. En 1990, la dette de Bagdad s'élève à 80 milliards de dollars, et ses revenus trop faibles l'empêchent d'honorer ses créances. L'économie exsangue mène le pays à la faillite.

La dictature militaire du régime Baas lorgne alors naturellement le Koweït. L'émirat, indépendant en 1961, profite d'une richesse arrogante depuis le début du siècle, grâce à sa situation sur la route des Indes et à la protection des Britanniques d'abord, grâce à ses exceptionnelles réserves pétrolières ensuite. Saddam Hussein, tyran de culture laïque et martiale, agit en chef de guerre, selon les besoins impérieux du moment. Pauvre mais surarmé, l'Irak, renouvelant des actions conduites en 1961 et en 1973, part une nouvelle fois emplir ses caisses chez son voisin privilégié. Août 1990, les

soldats irakiens font leur marché dans Koweït City, fraîchement envahi.

La suite tient en haleine les téléspectateurs des pays riches. L'audience de CNN (Cable News Network), et la menace des États coalisés croissent en harmonie. Les reflets verts fluorescents des frappes aériennes dans la nuit de Bagdad composent un curieux spectacle télévisuel. Le 15 janvier 1991, l'ONU autorise une offensive contre l'Irak. À la fin du mois de février, les troupes coalisées triomphent sans trop de péril, le Koweït est libéré, et Saddam Hussein vaincu.

Durant leurs sept mois d'exil forcés, les dirigeants koweïtiens de la dynastie Sabbah versent des subsides pour payer les frais engagés par leurs libérateurs. À l'invitation des États-Unis, ils subventionnent même des actions indirectement liées au conflit. Pour preuve : à l'automne 1990, l'ONU décrète le gel de tous les avoirs irakiens ; le Koweït paie alors une enquête privée pour inventorier de façon exhaustive lesdits avoirs. J. Kroll Associates en est chargé. Jules Kroll gagne ce jour-là le contrat le plus célèbre jamais confié à une société de renseignement privée : retrouver l'argent de Saddam Hussein.

En décembre 1997, à Londres, dans l'un des luxueux clubs de Sa Majesté réservés aux hommes, je discute de cet épisode avec l'une des éminences grises de Kroll, laquelle, sept ans plus tôt, avait supervisé personnellement une partie des investigations. Ancien membre opérationnel du MI6¹, intelligent, fin, volontiers mystérieux, soucieux de son anonymat, il me livre avec un détachement amusé ses souvenirs de l'enquête.

Le gouvernement irakien se compose alors de militaires et de membres de la famille de Saddam Hussein. Tous les cadres dirigeants exercent leurs fonctions à l'appui de compétences acquises au sein du parti Baas. Difficile de s'émanciper de sa culture. Dans cette assemblée, un rien martiale, point

1. Services de renseignement extérieurs britanniques, officiellement appelés Secret Intelligence Service. QG situé au 100 Westminster Bridge Road, Londres.

de responsables rompus aux subtilités de la finance internationale. Les exercices comptables, les jeux d'écritures au-delà des frontières ne concernent pas ce monde. Dans cette pratique du pouvoir, les comptes à numéro et les arborescences de sociétés offshore éveillent la méfiance. Les militaires irakiens ne jurent que par l'argent palpable, les billets de banque, l'or et toutes les matières qui sonnent et trébuchent : grands guerriers, piètres financiers.

Donc, pour glorieuse que soit la mission confiée à Jules Kroll, elle se révèle d'une simplicité déconcertante.

Certes, des intermédiaires irakiens gardent des fonds pour Saddam Hussein dans des paradis fiscaux, mais il n'est guère compliqué de trouver leurs noms. Les montages juridiques sont rudimentaires. Comme ils n'accordent aucune confiance aux dispositifs des sociétés fiduciaires, les avoirs du dictateur se repèrent le plus simplement du monde : en cherchant dans des registres commerciaux les patronymes de ses proches. Pour les limiers de Kroll, l'affaire se révèle autrement plus facile que de pister les fonds de tel ou tel raider. Nul besoin, ici, d'infiltrer l'entourage d'un banquier helvétique, histoire de découvrir l'individu qui se dissimule derrière un compte à numéro.

Au début du mois de mars 1991, après seulement quatre mois d'enquête – un record –, l'agence Kroll communique ses résultats au gouvernement koweïtien. Une fois n'est pas coutume, les commanditaires de la mission engagent la société de renseignement à en rendre publiques les conclusions. La bataille contre Saddam Hussein et ses soutiens se déroule également dans le champ médiatique. Dans la semaine du 20 mars 1991, des journalistes de CBS¹, opportunément informés de cet épisode, contactent Jules Kroll. Ils conviennent d'une interview. Le réalisateur du reportage aspire à animer ces entretiens et à restituer l'expertise financière dans un style attrayant.

1. Columbia Broadcasting System : l'une des principales chaînes de télévision généralistes américaines.

Le jour de l'enregistrement, Jules Kroll occupe l'écran. Sa silhouette s'ancre dans le viseur des cadreur. Il est grand, massif, le cheveu gris et rare, les yeux clairs. Son apparence ne varie pas des autres jours : chemise italienne de belle facture, épaisses bretelles colorées, cravate à motif. Un uniforme immuable, en toutes circonstances : Jules Kroll semble être venu au monde ainsi habillé.

À l'arrière-plan, une mappemonde où figurent des drapeaux indique les lieux où siègent des avoires irakiens, illustre les propos. Le réalisateur demeure dubitatif, le spectacle se résume à une litanie de noms de sociétés et de banques, énumération rébarbative, même si l'odieux Saddam Hussein passionne les foules. Les journalistes cherchent un élément visuel attractif. Compulsant les notes de l'agence, ils remarquent la présence d'un groupe de presse international parmi les sociétés qui abritent des fonds irakiens : bingo ! Un assistant file vers un kiosque pour acheter tous les titres diffusés par l'éditeur visé.

Le dimanche 24 mars au soir, dans son émission « Sixty Minutes », en « prime time », CBS dévoile les avoires de Saddam Hussein, détaillés dans une interview exclusive de Jules Kroll, patron de la célèbre agence de renseignement. Les bandes-annonces alléchantes attirent une audience nombreuse. En ouverture, à l'écran apparaissent des dizaines de couvertures de magazines, la majorité des titres sont français. Derrière ces images, un commentaire annonce : « Saddam Hussein, c'est ça ! Le dictateur irakien dispose d'une partie du groupe Hachette, l'un des magnats de la presse française et européenne. » À l'antenne, Jules Kroll désigne Montana Management Inc., société de droit panaméen tenue par des Irakiens. Montana possède 8,4 % de Hachette S.A. Une société suisse, Midco Financial, héberge Montana à son siège genevois. Pour découvrir les grands secrets de ce montage financier, il suffit de fouiller dans les archives du registre suisse des sociétés, ouvertes au public. Les noms des représentants de Saddam Hussein apparaissent : Alladin Hussein Alwan pour Midco Financial et, pour Montana, Barzan al-Tikriti, chef des services secrets irakiens et demi-frère de Sad-

dam¹. Jules Kroll énumère ensuite d'autres placements réalisés au profit de l'Irak, cette fois sans prononcer de noms. Les placements répertoriés représentent 10 milliards de dollars.

Le lendemain, la presse internationale diffuse l'information. Le cas Montana déclenche de longues réflexions, dans le *Wall Street Journal*, le *Financial Times*, *Libération*. Les éditorialistes s'effarouchent quant à la probité des grands patrons. L'union entre Hachette et Montana s'avère cependant être le seul exemple précis, avec des entités nominativement désignées. Pour les autres, Jules Kroll évite de s'avancer trop loin. Seul le *Wall Street Journal* évoque prudemment l'Allemand Daimler Benz.

Lundi 25 mars, Paris : au siège du groupe Hachette, le service communication s'agite. La présidence rédige un communiqué en toute hâte : « Montana Management est une société d'investisseurs institutionnels, dont nous ne connaissons pas les actionnaires. Elle est assimilable à un fonds commun de placement. De plus, elle ne peut jouer aucun rôle dans la gestion de l'entreprise². » Jean-Luc Lagardère, P-DG du groupe, intervient personnellement pour rassurer ses partenaires. Ce qui n'empêche pas, à la Bourse, le titre Hachette de chuter de 3,8 % dans la journée.

Ce 25 mars 1991, le ministère de l'Intérieur découvre, abasourdi, l'existence de Kroll. Et la nature de ses activités. Pour l'opinion publique, l'affaire résulte des enchevêtrements qui caractérisent la finance internationale. Au pire traduit-elle un manque de vigilance des dirigeants de Hachette dans le choix de ses actionnaires minoritaires ! Le service de presse de Jean-Luc Lagardère calme, lentement, le public par des bulletins rassurants.

Au cabinet du ministre de l'Intérieur, au ministère de la Défense, à la Délégation générale à l'Armement (DGA), on oppose un autre ton. Personne ne songe à se montrer rassu-

1. Barzan al-Tikriti dirigea le Mukhabarat al-Ama, les services de renseignement irakiens, de 1980 à 1985. Résident en Suisse, devenu ambassadeur de l'Irak auprès de l'ONU à Genève, y aurait coordonné jusqu'en 1998, selon des sources arabes, les réseaux financiers clandestins du régime.

2. Communiqué du groupe Hachette, 25 mars 1991.

